

INTRODUCTION

Le 7 janvier 1411, un traité de paix est signé entre la République de Florence et le roi de Naples, Ladislas de Durazzo, qui s'engage, après plusieurs mois de négociations, à déposer les armes en Toscane et cède à Florence la ville et le contado de Cortone, pour la somme de 60.000 florins.

En juin 1409, en effet, le roi de Naples s'était emparé de Cortone, entraînant le départ du dernier seigneur de Cortone, Aloigi Casali. Située sur le passage des troupes impériales qui se rendaient alors de Rome vers Florence, la ville et ses habitants se trouvaient ainsi dépossédés de leur autonomie ancestrale, devenant l'objet d'une transaction militaire et financière entre deux puissances de la Péninsule. La prise de pouvoir des Casali à Cortone en 1325 et la mise en place d'un régime seigneurial avaient représenté pour la cité une garantie d'indépendance pendant près d'un siècle et la mise en place d'un pouvoir fort capable de répondre aux attaques des cités voisines, Arezzo, Pérouse ou Sienne. Ranieri Casali avait été élu seigneur de Cortone grâce à l'appui du parti populaire et à la renommée de son grand-père Uguccio qui, en 1261, avait permis le retour des guelfes chassés de la cité par les Arétins et les gibelins cortonais deux ans plus tôt. La prise de pouvoir des Casali avait enfin correspondu à la création d'un nouveau diocèse cortonais désormais détaché de l'évêché arétin. Usurpateur, le dernier des Casali ne bénéficiait plus de la popularité dont ses ancêtres avaient été gratifiés près d'un siècle plus tôt et la soumission au roi de Naples apparut ainsi pour beaucoup comme un moindre mal et l'occasion de mettre fin à un pouvoir devenu désormais tyrannique.

Du côté florentin, l'achat de Cortone constitue un épisode important dans le conflit qui oppose depuis plus de 20 ans la République de Florence aux Visconti de Milan et dans le processus d'affirmation d'un Etat régional. Dans un premier temps, Giangaleazzo Visconti avait représenté pour Florence une sévère menace, mais l'offensive milanaise avait pris brusquement fin à la mort du duc en septembre 1402¹. En 1409, la Toscane était de nouveau menacée par

¹ L'alliance de G. Visconti avec le roi de Naples Ladislas et le pape Boni-

Ladislas de Naples qui occupait Pérouse puis Cortone en juin 1409 et s'apprêtait à attaquer Sienne et Arezzo, terre florentine. Mais Florence se trouvait désormais en position de force dans la péninsule. Depuis la soumission de Pise en 1406, ses capacités militaires et son poids diplomatique s'étaient accrus². Bien que l'action à mener face aux prétentions de Ladislas et le rapprochement avec la papauté aient suscité de nombreux débats et même des fractures au sein de l'oligarchie florentine, le gouvernement semblait définitivement opter pour une politique «impérialiste» fondée sur la concentration des pouvoirs dans la cité et la construction d'un Etat territorial³.

En 1411 donc, la menace napolitaine est moins présente et le Domaine florentin s'agrandit vers le sud-est jusqu'au contado de Pérouse⁴. L'achat de Cortone permet à la République florentine de contrôler l'ensemble de la Valdichiana au-delà des terres d'Arezzo et Castiglione Fiorentino acquises en 1384 et de prendre possession de Valiano, le principal gué de la Chiana. Cette extension désenclave le contado de Montepulciano, extrémité méridionale du Domaine soumise définitivement en 1404, et renforce ainsi la présence florentine aux marches de l'Etat siennois qui restera indépendant jusqu'en 1555.

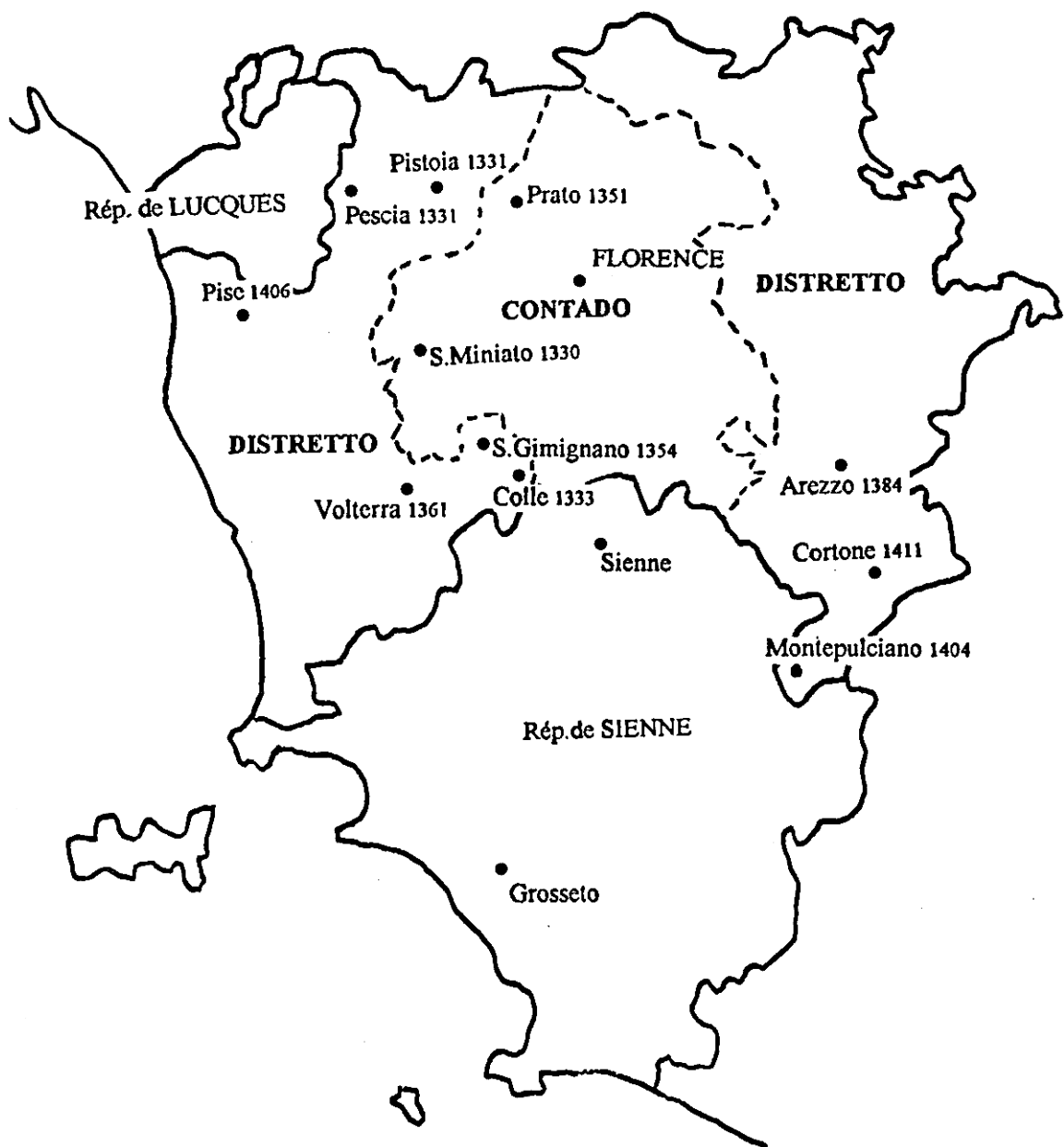
Quel rang peut-on attribuer à Cortone au sein des villes du dominio florentin? Notons, en premier lieu, qu'estimée 60.000 florins, la valeur marchande de Cortone apparaît relativement faible par rapport aux autres villes florentines si l'on considère que la ville de Prato a été cédée pour 175.000 florins en 1351, qu'Arezzo a été achetée 200.000 florins à Charles Durazzo, le père de Ladislas, et que Pise est achetée aux Visconti en 1405 pour la même somme. Mo-

face IX. lui avait permis de s'emparer en 1400 de Pérouse, Assise, Pise et Sienne et de contrôler Bologne. Sur le cadre politique et événementiel de cette période, I. Cloulas, *L'Italie divisée : princes et république*, dans *L'Italie de la Renaissance*, Paris, Fayard, 1990, p. 44-45 et M. Luzzati, *Firenze e la Toscana nel Medioevo*, Turin, UTET, 1986, p. 126-127, p. 169-171.

² Ainsi lors du concile oecuménique de Pise en 1409, la République put prétendre arbitrer le conflit entre les papes de Rome et d'Avignon.

³ M. Luzzati, *op. cit.*, p. 175

⁴ Carte 1. Cortone et son contado sont intégrés dans le *distretto* florentin, composé de 8 évêchés. Le *distretto* se distingue du contado florentin constitué des évêchés de Florence et de Fiesole et des plus anciennes possessions de la République. D. Herlihy et Ch. Klapisch, *Les Toscans et leurs familles. Une étude du catasto florentin de 1427*, Paris, EHESS, 1978, p. 124. Sur la formation du dominio, je renvoie à l'étude récente d'A. Zorzi, «La formazione e il governo del dominio territoriale fiorentino: pratiche, uffici, costituzione materiale» dans *Lo stato territoriale fiorentino (sec. XIV-XV). Ricerche, linguaggi, confronti*, San-Miniato, Pacini ed, 2001, p. 189-221 et à la synthèse de Ch. de la Roncière, «De la ville à l'Etat régionale: la constitution du territoire (XIV^e-XV^e s.)», dans *Les dynamiques d'un Etat régional = Florence et la Toscane (XIV^e-XIX^e s.)*, J. Boutier, S. Landi et O. Rouchon (dir.), Marseille, EHESS, sous presse.



Carte 1 – La Toscane au XV^e siècle. Les principaux centres de l'Etat florentin et leur date de soumission.

Tableau 1
LA POPULATION DES VILLES DE L'ÉTAT FLORENTIN EN 1427-1429 (ASF, CATASTO) ET EN 1552 (BNF, II, I, 120)

	1427-1429		Total	1522		Total
	Ville	Contado		Ville	Contado	
Florence	37 245	126 831		59 179		
Pise	7 333	18 100		9 940	<i>vicariato di Lari</i>	16 560
Arezzo	4 152	19 397		7 750	<i>cortine</i>	14 948
Prato	3 517	5 291		6 845	<i>podesteria</i>	8 588
Pistoia	4 412	11 737		6 008	<i>cortine</i>	12 275
Volterra	3 342	3 864		5 052	<i>capitanato</i>	9 108
Cortone	3 246	4 626	7 872	5 222	<i>contado</i>	10 149
San Gimignano	1 677	1 424		2 007	<i>podesteria</i>	1 808
Colle Valdelsa	2 143	514		2 607	<i>podesteria</i>	2 001
Montepulciano	2 953	-		5 139	<i>contado</i>	3 361
San Miniato	1 237	2 232		1 253	<i>podesteria</i>	3 855

* E contrada.

** Tutto il vicariato.

destes sont aussi les dimensions du contado cortonais : 350 km², soit moins de la moitié du territoire de Volterra (800 km²) ou de Pistoia (900 km²). Bien plus vaste encore, le territoire voisin d'Arezzo est de 1500 km² et constitue avec celui de Pise (2000 km²) la principale acquisition territoriale de Florence qui modifie de façon décisive l'étendue du Domaine, soit 11.000km² en 1411⁵. Achat modique et de médiocre superficie, Cortone s'impose cependant par son poids démographique parmi les principales cités assujetties. D'après les données précises qu'offre le Catasto florentin, Cortone compte 3251 habitants en 1429 et se situe ainsi en septième position dans la hiérarchie des villes florentines entre Volterra (3342 habitants) et Montepulciano (3191 habitants)⁶. La carte démographique de la Toscane fait apparaître des déséquilibres importants; le contraste entre Florence qui compte 38.000 habitants en 1427 et les autres centres urbains est d'une part frappant; d'autre part le Nord et le sud-est du Domaine apparaissent beaucoup plus urbanisés que les zones méridionales et occidentales⁷. Cortone appartient donc à la «Toscane des villes» et elle se trouve aux confins de l'Ombrie, région où la distribution des centres urbains est équilibrée⁸. Avec plus de 3000 habitants et si l'on considère qu'en Toscane à cette période le seuil urbain est estimé à 800-1000 habitants, Cortone peut être encore considérée au début du XV^e siècle comme une ville de moyenne importance⁹.

CORTONE ET LES HISTORIENS

Pour l'historiographie traditionnelle cortonaise, l'année 1411 ferme les portes de la chronique citadine et marque la fin de l'histoire de Cortone. L'autonomie de la commune médiévale est désormais abolie et Cortone entre définitivement dans l'orbite florentine. Animés par le même orgueil municipal, les travaux des érudits locaux concernent essentiellement l'époque médiévale comme en témoignent les articles parus dans les Annales de l'Académie Etrusque

⁵ D. Herlihy et Ch.Klapisch, *op. cit.*, p. 110 et 124. Les dimensions du contado cortonais sont cependant bien supérieures à celles des territoires de San Miniato (160 km²), Prato (131 km²), ou Colle Valdelsa.

⁶ Tableau 1.

⁷ Je renvoie à la description démographique de la Toscane de M. Ginatempo et L. Sandri, *L'Italia delle città. Il popolamento urbano tra Medioevo e Rinascimento (secoli XIII-XVI)*, Florence, Le Lettere, 1990, p. 105-115.

⁸ En 1444, Pérouse compte entre 20 et 25.000 habitants, Città-di-Castello en compte de 5 à 6000. Cortone est proche des dimensions de Todi ou Assise, d'après *Ibidem*, p. 132 et sq., tableau p. 149.

⁹ Sur la lenteur de la reprise démographique en Toscane au XV^e siècle, *Ibidem*, p. 214 et sq.

de Cortone, gli Annali dell'Accademia Etrusca di Cortona¹⁰. De leur côté, les historiens professionnels se sont avant tout intéressés aux grandes figures médiévales de Cortone comme la famille des seigneurs Casali (1325-1409) et surtout sainte Marguerite de Cortone (1247-1297), patronne de la cité et figure franciscaine de la religion civique de l'Italie médiévale¹¹.

L'ouvrage de référence sur l'histoire de Cortone au Moyen-Age reste encore aujourd'hui *Cortona nel Medioevo* de Girolamo Mancini (-1923) publié en 1897. Cet ouvrage est le fruit d'une entreprise de longue haleine, le travail d'une vie. L'érudit cortonais s'est attaché à rassembler et à dépouiller une masse considérable de documents d'archives¹². Lucumone de l'Académie Etrusque de Cortone et membre de la noblesse citadine, Girolamo Mancini a pu disposer de tous les manuscrits conservés dans les archives publiques ou privées de la cité. Illustre représentant de l'érudition historique de la fin du XIX^e siècle, il entreprit d'édifier un monument à la gloire de sa patrie et se concentra sur les siècles les plus illustres de son histoire¹³. Son ouvrage retrace ainsi avec précisions les vicissitudes historiques de la cité des origines de la commune médiévale jusqu'aux années 1530 au lendemain de l'achat de Cortone par la République de Florence, terme choisi pour mieux saisir les étapes de son agonie.

Malgré l'intérêt soutenu des chercheurs italiens et anglo-saxons pour la Toscane et malgré l'importance des documents d'archives disponibles, une histoire de Cortone pendant la Renaissance restait à écrire. L'essentiel des archives concernant la ville de Cortone est conservé à l'Archivio Comunale di Cortona (ACC). Les plus anciens documents sont datés du XIV^e siècle¹⁴ mais, à l'exception des statuts

¹⁰ C. Bruschetti, «Annuari dell'Accademia Etrusca 1934-1982. Indici generali e degli autori», *Annuario dell'Accademia Etrusca*, XX-XIII (1982), p. 273-291.

¹¹ Sainte Marguerite a fait l'objet de publications récentes, à l'occasion du septième centenaire de sa mort. Notons en particulier l'ouvrage collectif dirigé par L. Corti et R. Spinelli, conçu initialement comme le catalogue d'une exposition avortée (*Margherita da Cortona, una storia emblematica di devozione narrata per testi e immagini*, Milan, Electa, 1998). L'américain D. Bornstein a étudié ces dernières années l'histoire de l'évêché de Cortone. L'archiviste de l'Archivio Comunale, B. Gialluca s'intéresse à l'érudition des XVI^e et XVIII^e siècles. Je tiens, enfin, à souligner la richesse documentaire du guide d'A. Tafi.

¹² G. Mancini a notamment procédé au classement de tous les manuscrits de la Bibliothèque municipale : *I manoscritti della pubblica libreria di Cortona*, Cortone, tip. Bimbi, 1884.

¹³ L'entreprise de G. Mancini s'inscrit ainsi dans un vaste courant intellectuel italien qui se développe sous l'influence de l'unification politique du pays et dont l'ambition est de construire une histoire totale, chaque monographie citadine participant à l'édification d'un monument national. E. Sestan, «L'erudizione storica in Italia, cinquanta'anni di vita intellettuale italiana, 1896-1946», *Scritti in onore di Benedetto Croce*, C. Antoni et R. Mattioli (dir.) Naples, 1950, p. 425-453.

¹⁴ Parmi les documents du XIV^e siècle conservés à l'ACC : -C (*Catasto*) *estimi*

communaux¹⁵, les séries complètes ne sont pas disponibles avant le dernier tiers du XV^e siècle¹⁶. Une part importante de la documentation est conservée à Florence, à l'Archivio di Stato di Firenze (ASF). Il s'agit d'une part, comme pour l'ensemble des villes du Domaine, de la série des statuts communaux¹⁷, des actes notariés¹⁸, des registres fiscaux¹⁹ et, d'autre part, des correspondances des organes florentins chargés de l'administration du territoire²⁰. Le manque de sources concernant le XIV^e siècle, notamment l'absence d'actes notariés pour cette période, nous a amené à centrer notre étude sur les XV^e et XVI^e siècles et à nous intéresser essentiellement à l'histoire de la Cortone florentine puis médicéenne. Le XIV^e siècle qui correspond à la domination des seigneurs Casali dans la cité (1325-1409) est cependant inclus dans le cadre chronologique de notre étude dans la mesure où il constitue une période décisive pour comprendre l'évolution politique et sociale de la cité et les étapes de son intégration dans le Domaine florentin aux siècles suivants.

La formation du Domaine et les moyens administratifs mis en œuvre pour englober les multiples unités citadines dans une structure régionale ont fait l'objet de nombreuses études. Le premier cadre politico-administratif établi par A. Anzilotti au début du XX^e siècle a été repris, amplifié et affiné ces trente dernières années²¹. Se distinguent en particulier les travaux et les synthèses d'Elena Fasano-Guarini et de Giorgio Chittolini qui définissent plus clairement le programme et les instruments de la politique territoriale de la République florentine, puis du Principat (1531) et enfin du Grand-Duché (1569)²². Les historiens de la Toscane, italiens comme anglo-saxons,

incomplets, 1354 (vol. 1) et 1402 (vol. 2-5), -G' (*Statuti et ordinamenti*) *statuti delle gabelle* 1354, *statuti e matrici dei notari* 1321-1513, -Q (*Deliberazioni municipali*), 1323-1324.

¹⁵ ACC, G', à partir de 1411.

¹⁶ A (Atti Criminali) à partir de 1472, -D (Debiti) 1521, I', (Monte Pio) à partir de 1472, -P (Carteggio), 1517-1532 puis complet à partir de 1572, -Q (Deliberazioni) à partir de 1478, -T (Patrimonio comunale), 1489.

¹⁷ ASF, Statuti delle Comunità Soggette, 280-288, à partir de 1411. Sont aussi conservés à Florence les statuts de 1325 (*ibidem*, 279).

¹⁸ ASF, *Notarile Antecosimiano*, à partir de 1402.

¹⁹ ASF, Catasto 252-254 (de 1429) et Decima Granducali 7272-7275 (de 1569).

²⁰ ASF Nove Conservatori, Mediceo avanti il Principato, Mediceo del Principato, Pratica Segreta...

²¹ A. Anzilotti, *La costituzione interna dello Stato fiorentino sotto il duca Cosimo I de' Medici*, Florence, 1910.

²² E. Fasano-Guarini, *Lo stato mediceo di Cosimo I*, Florence, Sansoni, 1973; Eadem, *Città soggette e contadi nel dominio fiorentino tra Quattro e Cinquecento : il caso pisano*, dans *Ricerche di storia moderna*, vol. 1, Pise, 176, p. 1-94; Ead., *Potere centrale e comunità soggette nel Granducato di Cosimo I*, dans *Rivista Storica Italiana*, LXXXIX (1977), p. 490-538; Ead., *Gli Stati dell'Italia centro-settentrionale tra Quattro e Cinquecento : continuità e trasformazioni*, *Società e storia*,

se sont attachés à identifier les principes, les rouages et les acteurs de la formation et du développement de l'Etat régional mettant notamment en évidence les limites et les failles de cette entreprise qui étaient jusqu'alors masquées par l'historiographie traditionnelle²³.

Ces ouvrages remettent directement en cause le caractère inéluctable et linéaire de l'affirmation de l'Etat, qui a longtemps constitué le thème central de l'histoire politique italienne conformément au modèle européen des XV^e et XVI^e siècle. Comme les expériences lombardes, de la Vénétie ou de l'Emilie-Romagne, l'exemple toscan souligne l'originalité et l'archaïsme des Etats de la péninsule²⁴. L'«Etat moderne» n'existe pas dans l'Italie de la Renaissance. La cité constitue au XV^e comme au XVI^e siècle le centre vital de chaque entité régionale. La ville dominante impose des structures territoriales et centralisatrices à un ensemble de communautés citadines et rurales sujettes qui conservent leur propre gouvernement. Loin d'être omniprésent, l'Etat régional doit donc compter et composer avec les multiples réalités locales qui le constituent. Ceci apparaît tout particulièrement vrai en Toscane où la pluralité des organes locaux et des privilèges, l'absence d'appareil bureaucratique centralisé sont plus évidentes qu'à Venise, par exemple. L'Etat toscan a été ainsi récemment défini par Elena Fasano-Guarini comme : «...un système de pouvoir cohérent d'envergure régionale, dans lequel les communau-

n. 21 (1983), p. 617-640; *Ead.*, *Considerazioni su Giustizia, Stato e società nel Ducato di Toscana*, dans *Florence and Venice : Comparisons and Relations*, vol. 2, Florence, 1980, p. 135-168; reste fondamental sur la question l'ouvrage de G. Chittolini, *Ricerche sull'ordinamento territoriale del dominio fiorentino agli inizi del secolo XV*, in *idem*, *La formazione dello Stato regionale e le istituzioni del contado (secoli XIV-XV)*, Turin, Einaudi, 1979, p. 292-326 et *Introduzione*, dans *ibidem*, p. VII-XXXII.

²³ Je renvoie au bilan dressé par E. Fasano-Guarini, *Centro o periferia, accentramento e particolarismi : dicotomia o sostanza degli Stati in età moderna?*, dans *Origini dello stato. Processi di formazione statale in Italia fra medioevo ed età moderna*, Bologne, Il Mulino, 1994 p. 147-176 et par A. Molho, *Gli storici americani e il Rinascimento italiano*, Cheiron, 16 (1991), p. 9-26; N. Stephens, *The Fall of the Florentine Republic (1512-1530)*, Oxford, 1983; F. Diaz, *Il Granducato di Toscana*, vol. 1, Turin, 1976; E. Cochrane, *Florence in the Forgotten Centuries, 1527-1800*, Chicago, 1973; R. B. Litchfield, *Emergence of a bureaucracy : The Florentine Patriarchs, 1530-1790*, Princeton, 1986.

²⁴ G. Chittolini, *Introduzione*, cit., *Idem*, *Stati padani, stato del Rinascimento : problemi di ricerca*, dans *Persistenze feudali e autonomie comunitative in stati padani fra 5 e 6cento*, Bologne, CLUEB ed., 1988, p. 9-30. Je renvoie aux synthèses de C. Mozzarelli, «Stato, patriziato e organizzazione della società nell'Italia moderna», *Annali dell'Istituto italo-germanico di Trento*, n. 2 (1976), p. 421-512, d'A. De Benedictis, «Stato, comunità, dimensione giuridica : una riflessione su recenti dibattiti», *Società e storia*, XI, n. 40 (1988), p. 379-393, p. 380-381, n. 4 et 7 et de J. Cl. Waquet, *Le Grand-Duché de Toscane sous les derniers Médicis, essai sur le système des finances et de la stabilité des institutions dans les anciens états italiens*, Ecole Française de Rome, 1990, p. 13-51.

tés continuent à survivre, avec leurs propres fonctions et autonomies, fondés sur une base contractuelle durable, mais l'autorité du prince est forte et garantie par des instruments de contrôle efficaces et des moyens de gouverner diffus»²⁵.

Les communications présentées au colloque de Chicago en 1993, aux rencontres de San-Miniato en octobre 1994 et en juin 1996, soulignent le chemin parcouru par l'histoire des États ces dernières décennies et la volonté d'élaborer des directions de recherche communes aux multiples réalités de l'Italie centrale et septentrionale²⁶. Les notions d'État avec un grand E, de centralisation, de programme politique se trouvent définitivement substitués par les notions de système de pouvoirs²⁷, de discontinuité²⁸, d'équilibre²⁹, de pragmatisme³⁰. Les historiens parlent désormais de la construction d'un État régional en termes de fluidité, de flexibilité, de dilatation ou d'élasticité³¹. Ils s'accordent pour souligner la multiplicité des forces en présence dans chaque réalité régionale et urbaine (le prince, la capitale, les villes, les communautés rurales)³² et pour souligner la complexité du politique, constitué de pouvoirs formels mais aussi de «pouvoirs de fait» et de réseaux de clientèle³³. L'his-

²⁵ E. Fasano-Guarini, *Centro o periferia*, cit., p. 158.

²⁶ *Origine dello stato*, cit., colloque de l'Université de Chicago du 26 au 29 avril 1993, *Principi e città alla fine del Medioevo*, San-Miniato, 1996, colloque du 20 au 23 octobre 1994 organisé par le centro di studi sullà civiltà del tardo medioevo et *Lo stato territoriale fiorentino*, cit.

²⁷ E. Fasano-Guarini, *Centro o periferia*, cit., p. 147, S. Carocci, *Governo papale e città nel Mezzogiorno tardo-medievale*, dans *Principi e città*, cit., p. 151-224, p. 151.

²⁸ *Ibidem*, p. 161 et 153, B. Chevalier, *Pouvoir central et pouvoirs des bonnes villes en France, au XIV^e-XV^e siècle*, dans *Principi e città*, cit., p. 53-76, p. 56.

²⁹ B. Chevalier, art. cit., p. 75, G. Chittolini, *Alcune note sul Ducato di Milano nel Quattrocento* dans *Principi e città*, p. 413-432, p. 413.

³⁰ P. Salvatori, *Dominio e patronato. I Fiorentini e i centri soggetti nel XV secolo*, dans *Lo stato territoriale fiorentino*, cit., p. 477-497, p. 483.

³¹ Ce nouveau vocabulaire est notamment utilisé par P. Salvatori, *Ibidem*, «Lo stato fiorentino del Quattrocento era una formazione recente, fluida» (p. 193) «Una normativa ...caratterizzata da elementi di flessibilità e duttilità» (p. 199) et par G. Chittolini, *Alcune note*, art. cit., p. 415 («...il principe aveva bisogno di dilatare le sue prerogative...») et p. 422. Significatives sont les intentions de G. Petralia dans *Fiscalità, politica e dominio nella Toscana fiorentina alla fine del medioevo*, dans *Lo stato territoriale fiorentino*, cit., p. 77-96, p. 82 : «Questo testo si propone di mostrare che solo se mettiamo temporaneamente da parte le tematiche ormai alquanto ossessive della costruzione statale accentrata o decentrata, forte o morbida, e della opposizione fra potere oligarchico e potere personale, possiamo illuminare la struttura e le non eclatanti trasformazioni, le vere debolezze di fondo della fiscalità territoriale tra Tre e Quattrocento».

³² Ce thème est développé dans l'ensemble des études citées et repris par E. Fasano-Guarini, *Centro o periferia*, cit., p. 170.

³³ Je renvoie en particulier à la synthèse de G. M. Varanini, *Governi prin-*

toire économique, enfin, s'impose comme un champ d'investigation essentiel de cette histoire politique englobante, et quitte ainsi le domaine de l'histoire purement quantitative où elle fut un temps reléguée³⁴.

Toute communauté dominée constitue le champ d'expérimentation des forces d'un Etat territorial et doit s'imposer, au même titre que la ville dominante, comme un terrain d'analyse privilégié. Les études concernant les villes et les «quasi-città» de l'Italie centrale et septentrionale se sont multipliées dans les années 1980 participant à la mise à jour des mécanismes d'affirmation d'une administration centrale et de formation d'une territorialité régionale³⁵. Leur intention est alors de mesurer l'intensité des relations de chaque localité périphérique avec la ville dominante et l'intensification de l'action du pouvoir étatique. Centre et périphérie, Etat et communauté ne constituent qu'un seul et même espace politique et deviennent indissociables. Le souci d'inscrire chaque monographie dans une optique régionale apparaît ainsi clairement dans deux ouvrages sur les communautés toscanes de Pescia et de Poppi parus aux Etats-Unis en 1982 et en 1988³⁶. Les auteurs s'attachent à déceler la nature des liens qui unissent chaque gouvernement citadin et chaque société locale aux administrations et aux valeurs florentines. Toute nouvelle monographie toscane devrait-elle alors s'intituler «in the Shadow of Florence» comme l'ouvrage de J. Brown sur Pescia et venir fatalement compléter la carte régionale de l'Etat florentin afin de fa-

cipeschi e modello cittadino di organizzazione del territorio nell'Italia del Quattrocento, dans *Principi e città*, cit., p. 96-127, p. 96-97 et à la monographie d'E. Grendi, *Il cervo e la Repubblica. Il modello ligure di un antico regime*, Turin, Einaudi Paperbacks (Microstorie), 1993, p. IX-X.

³⁴ E. Fasano-Guarini, *Centro o periferia*, cit., p. 172-176; G. Chittolini, *Alcune note*, art. cit., p. 427-431. Sur la formation d'une région économique de l'Etat florentin, je renvoie aux travaux de S. R. Epstein, notamment sa contribution au colloque de San-Miniato, *Tassazione indiretta e strutture di mercato*, dans *La stato territoriale fiorentino*, cit., p. 47-55.

³⁵ Pour la Toscane, je renvoie aux synthèses de C. Perol, «Florence et le Domaine florentin aux XV^e et XVI^e siècles: pouvoir, patrimoine, clientèle» dans *Les dynamiques d'un Etat régional*, cit., d'E. Fasano-Guarini, *Potere centrale*, cit.; *Eadem*, *Principe e oligarchie nella Toscana dell'500*, dans *Forme e tecniche del potere nella città*, Pérouse, 1982, p. 105-126; A. de Benedictis, *Stato, comunità...*, art. cit. Le terme de «quasi-città» est utilisé par G. Chittolini, «*Quasi-città*». *Borghi e terre in area lombarda nel tardo medioevo*, *Società e Storia*, 47, 1990, p. 3-26.

³⁶ C'est notamment le cas de deux monographies anglo-saxonnes proposées par J. Brown, *In the Shadow of Florence, Provincial Society in Renaissance Pescia*, New York-Oxford, Oxford U. P., 1982 et G. Benadusi, *A Provincial Elite and the Emergence of the Tuscan Regional State : Poppi, a Case Study in Rural Society, 1440-1700*, PhD, Syracuse University, 1988, p. 6-8.

çonner l'un des morceaux manquants d'un vaste puzzle, afin de constituer une histoire globale de la Toscane?³⁷.

En 1988 déjà, G. Tocci affirmait son refus du binôme centre-périphérie pour étudier les communautés des états *de Parme et de Plaisance* au XVI^e siècle³⁸. Les relations entre la capitale et la communauté dominée ne saurait constituer le cadre exclusif d'une monographie ni rendre compte de la complexité d'une réalité locale. Les théoriciens de la *Network Analysis* ont appris aux historiens à raisonner en termes de réseau, d'interaction, d'interdépendance remettant en cause la pertinence des concepts traditionnels. L'Etat comme la communauté ne sont plus considérés comme des entités monolithiques et cohérentes mais comme le produit ponctuel de leurs multiples fonctions politiques, administratives ou économiques. Ils existent et évoluent à travers un vaste réseau de forces centripètes et centrifuges. Comme les principes de la *Network Analysis*, les ambitions de la *microstoria* ont participé au renouvellement de l'histoire des communautés³⁹. La micro-histoire s'attache à reconstituer la réalité du vécu sur une petite échelle, en refusant les catégories classiques sur lesquelles reposent les monographies traditionnelles⁴⁰. Chaque ville, chaque village constitue une réalité spécifique animée par des forces internes et un réseau de relations inextricable. Le micro-historien s'attache à reconstituer dans sa complexité l'univers dans lequel évolue chaque communauté, étudiant les multiples protagonistes et les multiples dimensions du jeu politique local⁴¹. Il ne s'agit donc plus d'observer de la périphérie les

³⁷ Telle est l'invitation clairement formulée par G. Spini, *A proposito di storia locale dell'età moderna : il caso della Toscana, La storia locale. Temi, fonti e metodi della ricerca*, Bologne, Il Mulino, 1982, p. 130-142, p. 135.

³⁸ Tocci, G, *Le comunità negli stati padani d'antico regime : due messe a punto* dans «persistenze feudali e autonomia comunitativa in stati padani fra 5 e 6cento», Bologne, Clueb ed., 1988, p. 77-108, p. 82.

³⁹ Pour une représentation générale de la micro-sotoria, je renvoie à J. Revel, *L'histoire au ras du sol*, introduction à l'édition française de l'ouvrage de G. Levi, *Le pouvoir au village*, Paris, Gallimard, 1985, p. I-XXXIII. L'ouvrage fondateur de ce courant historiographique est celui de C. Ginzburg, *Il formaggio e i vermi : il cosmo di un mugnaio del 500*, Turin, Einaudi, 1976. G. Levi. Sur une nouvelle interprétation des relations entre l'Etat et ses périphéries : G. Levi, *Centro e periferia di un stato assoluto. Tre saggi su Piemonte e Liguria in età moderna*, Turin, Rosenberg & Sellier, 1985.

⁴⁰ L'analyse du contexte doit échapper au carcan que constituent les catégories historiques classiques (contexte politique, institutionnel, économique, culturel) qui brouillent la perception de la complexité du vécu, G. Levi, *Centro e periferia*, cit., p. 8.

⁴¹ Tel est notamment l'objectif des monographies, parues la même année, d'O. Raggio, *Faide e parentela. Lo stato genovese visto da Fontabuona*, Turin, Einaudi, 1990 ou S. Cerruti, *La ville et ses métiers. Naissance d'un langage corporatif (Turin, 17^e-18^e siècles)*, Paris, EHESS, 1990.

forces centrifuges de la capitale mais d'observer la cohabitation ou la confrontation de deux systèmes de pouvoirs et de deux réalités territoriales aux dynamiques parfois antagonistes. Loin de la dialectique centre-périphérie, l'histoire de l'intégration d'une communauté dans une structure régionale doit ainsi se lire en termes de transformation, de modernisation mais aussi en termes de résistances et de persistances⁴².

Le refus de la dialectique État-communauté et le souci de saisir les modalités de la soumission d'une ville secondaire et frontalière dans ses aspects les plus concrets et dans la réalité du quotidien ont guidé notre recherche et tissent la trame de cet ouvrage. *La ville et ses territoires*, le premier volet est consacré à l'évolution de la territorialité de la cité-Etat dans le cadre de l'affirmation d'une territorialité florentine et étatique. *La société politique*, la seconde partie est une analyse des principes et des protagonistes qui animent la scène politique locale. *La mise en scène des différences*, enfin, propose une étude des solidarités et des distinctions sociales qui s'imposent au sein de l'*universitas* citadine au cours des XV^e et XVI^e siècles.

⁴² Pour reprendre la terminologie d'E. Grendi, *Il cervo*, *op. cit.*, p. X.